

## **Le discours de Marie-Agnès Staricky (La République En Marche !)**

Bonsoir à toutes et à tous,

Je vous remercie d'être présents (si nombreux) ce soir.

Je m'appelle Marie-Agnès Staricky, j'habite à Lourdes, j'ai 53 ans, je suis mariée et j'ai une fille de 25 ans. Je suis diplômée de Lettres Modernes et de droit notarial.

Aujourd'hui, je suis la seule et unique candidate légitime investie par Emmanuel Macron pour La République En Marche sur la 2ème circonscription des Hautes Pyrénées.

Même si j'entends (ici et là) que certaines personnes auraient soi-disant été approchées pour être investies et qu'elles ont refusé par fidélité à leur parti. Pour ma part, j'ai accepté la mission qui m'a été confiée par Emmanuel Macron et c'est un honneur de le représenter pour les élections législatives.

Je tiens à ce que la France reste un pays qui donne sa chance à chacun, comme il me l'a donnée à moi.

Dès 2007, j'ai eu l'honneur de travailler avec Emmanuel Macron alors que j'étais chargée de communication d'un groupe de réflexion. Déjà, nous réfléchissions ensemble à l'élaboration de propositions humanistes et sociales, pour nos territoires, notre pays et l'Europe.

Avec Sébastien, nous représentons ces acteurs de la société civile investis par La République En Marche. Etre novices en politique ne veut cependant pas dire que l'on n'a pas été attentifs depuis toujours aux difficultés de nos concitoyens.

Emmanuel Macron souhaite remettre les Français au cœur de la vie politique, les pratiques des responsables publics doivent devenir plus représentatives, plus responsables et plus efficaces. C'est l'esprit de la réunion de ce soir : être à l'écoute des citoyens, faire en sorte que les élus ne soient pas trop éloignés de la réalité du terrain.

Cette démarche innovante fait partie des nouveaux modes de gouvernance que le Président entend mettre en œuvre pour conduire le pays. Députée, je poursuivrai son engagement.

Les élections présidentielles de 2017 marquent une rupture complète dans l'organisation politique telle que nous la connaissons depuis plus de 40 ans. Depuis longtemps, les partis politiques traditionnels ne jouent plus leur rôle.

Ils n'entendent plus, ils n'écoutent plus, enfermés dans leur idéologie et leurs usages d'un autre temps.

Aujourd'hui, ces pratiques nous étouffent. Nous avons besoin d'un renouveau, de changer les usages, les pratiques et les visages pour que les relations avec les parlementaires ne se résument pas à des visites à la veille des élections, et des présences lors des festivités locales.

Nous devons réinventer et faire vivre une nouvelle culture politique.

Cette campagne des législatives a été riche, très riche. Riche en épreuves mais surtout riche en rencontres humaines. Au cours de mes visites et de mes échanges avec des élus, des représentants de syndicats, de groupements sociaux-professionnels, je me suis rendue compte de la confusion qu'il y avait dans la fonction de député.

Le plus souvent, d'ailleurs, j'étais reçue après mes principaux adversaires qui n'hésitent pas, comme argument électoral à faire des promesses, à s'engager dans des problématiques qui ne les concernent pas mais concernent l'exécutif local.

Ces candidats ne sont pas crédibles ou plus crédibles, car ils s'inscrivent dans une démarche clientéliste. Les barons politiques locaux, craignant pour leur survie, auront utilisé toutes les vieilles méthodes politiques. Ils n'ont pas hésité à tenter de saper ma légitimité par la désinformation, ni à user de tous les sobriquets pour dénigrer ma personne.

Je crois nécessaire de rappeler que le rôle du député dépasse celui de l' élu local, c'est un élu de la Nation. Il est avant tout législateur : il écrit, corrige et vote la loi, il contrôle également l'action du gouvernement.

C'est aussi, bien sûr, un élu de sa circonscription, mais il porte et défend en priorité l'intérêt général.

C'est dans un esprit de complémentarité avec les acteurs locaux, qu'il peut agir au mieux, accompagner et soutenir des projets, actionner les leviers visant à dynamiser et développer sa circonscription.

Je compte m'inspirer de la manière dont Emmanuel Macron a construit son programme, par la consultation et l'écoute.

Mon action pour le département des Hautes Pyrénées s'inscrira dans le cadre du programme d'Emmanuel Macron. Il s'agira avant tout de porter le projet présidentiel au cœur du département.

Depuis le début de ma campagne, j'ai été alertée sur un certain nombre de sujets qui revêtent un aspect prioritaire pour le département :

- Faire plus pour notre santé en relançant l'offre de santé publique grâce au plan d'investissement national (maternités, hôpitaux, maisons de santé,...) car il est indéniable qu'il y a urgence sur notre circonscription. La problématique de la vallée des Gaves sur ces points de santé publique est interdépendante des accès routiers. Tout cela est aussi lié au contournement d'Adé qui doit aussi avancer pour diminuer les temps de trajet vers Tarbes et son hôpital avec peut-être à terme, la réalisation de l'hôpital commun entre Lourdes et Tarbes. C'est un chantier majeur pour nos citoyens. Députée, ce sera mon urgence du quotidien.

D'ores et déjà, on peut faire les constats suivants :

- 2 hôpitaux en déficit structurel malgré différents plans qui ont diminué l'offre de santé publique en qualité et en quantité : en 5 ans, fermeture de la maternité de Lourdes le 1<sup>er</sup> octobre 2015, constat plus de naissance à Lourdes, et de la réanimation.

- Le combat qui aurait dû être mené pour sauver la maternité de Lourdes par la 1<sup>ère</sup> magistrate et la députée n'a pas eu lieu. Pourtant, à l'époque, tous les feux étaient au vert en passant du conseiller municipal au président de la République.

- Les communes de Millau et de Ste Afrique, en Aveyron, ainsi que Carhaix en Bretagne, ont sauvé leurs maternités grâce au combat des élus locaux qui pourtant n'étaient pas de la même couleur politique que le gouvernement en place.

- Le projet d'hôpital commun a été abandonné alors que l'on devrait l'inaugurer aujourd'hui. A l'époque, en 2008, les plans étaient faits. On peut donc se poser les questions suivantes : que s'est-il passé ? Qu'a-t-on fait durant ces 5 dernières années ? Si des personnes ici présentes ont les réponses, je suis preneuse ;

- Le projet maintenant redémarre mais « hors politique ». Aujourd'hui, il est porté par les professionnels de santé et les directions des hôpitaux de Tarbes et de Lourdes qui luttent pour faire vivre ces deux hôpitaux et maintenir la qualité des soins ;

Députée, je m'engage à faire revenir le politique dans le projet et à soutenir un programme de relance de santé publique dans notre département qui en a un besoin vital.

Députée de la République En Marche, j'incarnerai cette vision courageuse de la mutation de la médecine publique.

- Améliorer les infrastructures routières (problèmes d'accès dans les gorges de LUZ, contournement d'ADE,...) ; il est nécessaire d'agir avec force pour

trouver des solutions à la problématique des gorges de LUZ. La compétence est effectivement du domaine du département pour la route mais la sécurisation, quant à elle, implique plusieurs partenaires dont l'État, le Département, la communauté de communes et les propriétaires des terrains ;

- Repenser et recomposer l'équilibre de l'offre touristique sur notre territoire (hivernal, rural haut de gamme, cultuel, culturel, thermoludisme, ...). Députée, je mettrai tout en œuvre pour l'adapter à la demande et aux enjeux de demain ;
- Renforcer la compétitivité de nos agriculteurs, mettre en œuvre la transition agricole, réunir tous les acteurs de la filière alimentaire dans le cadre d'un "Grenelle de l'alimentation", aider à l'installation des jeunes agriculteurs ; rémunérer les agriculteurs pour les services environnementaux rendus (entretien des paysages), mettre en place le plan de 5 milliards d'euros pour moderniser des exploitations agricoles ayant des projets environnementaux, le bien-être animal, ou privilégier les circuits courts et réformer la politique agricole commune (PAC 2020);
- Favoriser le développement du numérique pour renforcer l'attractivité de notre territoire.

Aujourd'hui, nous avons de formidables opportunités, il nous faut les saisir avec l'élection d'Emmanuel Macron et si je puis me permettre l'expression : il faut que notre département prenne le train de la République En Marche !

Je suis prête à consacrer toute mon énergie et mon expérience à ma fonction de député. J'entends me mettre au service de tous les citoyens de ma circonscription avec sincérité et authenticité, avec le sens aigu de l'intérêt général et de l'équité territoriale.

Je suis bien consciente des fortes attentes de la population haut-pyrénéenne.

Le président de la République a besoin de votre soutien, besoin d'une majorité solide, claire, cohérente et fidèle pour rassembler et renouveler.

Aussi, ensemble faisons avancer notre territoire.

Ensemble construisons la France et les Hautes Pyrénées de demain.

Merci pour votre participation et votre attention. Faites-nous confiance, votez pour nous dès le 11 juin.

Maintenant, nous vous invitons à vous exprimer librement, Sébastien et moi-même sommes à votre écoute.